

Le Parlement catalan approuve la tenue d'un référendum sur l'indépendance

Le monde, 07/10/16

Le Parlement catalan a augmenté la pression sur Madrid jeudi 6 octobre en votant pour l'organisation d'un référendum sur l'indépendance de la province au plus tard en septembre 2017. La chambre, dominée par les indépendantistes, a adopté par 72 voix – sur un total de 135 – la proposition du président de la Généralité de Catalogne, Carles Puigdemont, de tenir cette consultation populaire avec ou sans l'autorisation du gouvernement espagnol.

Ce vote s'apparente à un nouveau défi lancé à la justice du pays. Concrètement, le tribunal constitutionnel a demandé au parquet d'entreprendre des « *actions pénales* » contre Mme Forcadell, présidente du Parlement catalan, pour avoir autorisé que soit négocié le 27 juillet devant la chambre un plan visant à la sécession de la communauté autonome.

Le parquet espagnol cette semaine a aussi requis dix ans d'inéligibilité à des fonctions publiques contre l'ancien président séparatiste de la région, Artur Mas, pour avoir organisé le 9 novembre 2014 un vote sur l'indépendance de la Catalogne qui n'avait pas de valeur légale, car interdit par le Tribunal Constitutionnel.

« Les Catalans ne vont pas attendre cinq ou dix ans de plus »

LE MONDE | 17.03.2016

Vous vous êtes engagé à suivre la feuille de route indépendantiste tout en assurant que vous allez respecter les lois. Comment est-ce possible, étant donné l'opposition de Madrid ?

Cela va être légal parce que les lois dans les démocraties sont approuvées par les parlements. Des élections libres se sont tenues en Catalogne, avec une participation historique. Elles ont élu un Parlement dans lequel la majorité absolue des députés va élaborer des lois. Nous allons continuer ce processus qui est légitimé par le Parlement et les urnes.

Que ferez-vous si Madrid s'y oppose par un nouveau recours devant le Tribunal constitutionnel ?

J'ai été élu par le Parlement catalan, pas par le Tribunal constitutionnel, et je dois répondre aux députés catalans. Madrid ne répond pas à nos demandes. Et face à l'absence de propositions politiques, de volonté de dialogue et de négociation, la responsabilité des élus n'est pas d'attendre sans rien faire mais de prendre des décisions dans l'intérêt des citoyens.

Comment en êtes-vous arrivé à ce point de rupture ?

Ce n'est pas un processus qui commence maintenant. Cela fait cinq ans que ça dure – j'oserais dire dix, avec le nouveau statut d'autonomie de 2006, qui fut approuvé au Parlement à Madrid et Barcelone, voté en référendum par les Catalans, mais censuré par le Tribunal

constitutionnel.

Notre décision n'est pas quelque chose d'improvisé, que l'on ne voyait pas venir alors que chaque année, des mobilisations ont rassemblé plus de 500 000 personnes en faveur d'un référendum. Si une majorité dit qu'elle veut être indépendante, la *realpolitik*, le sens de la démocratie imposent la reconnaissance de cette réalité. Et si une société comme la société catalane fait son devoir, organise des élections constituantes, élabore une Constitution et la ratifie en référendum, il ne faut rien de plus.

Pourquoi choisir de claquer la porte de l'Espagne plutôt que tenter de résoudre les questions politiquement ?

Nous n'avons jamais claqué la porte. Nous avons approuvé un statut d'autonomie qui a été censuré, nous avons demandé un pacte fiscal qui a été refusé, tout comme le transfert des compétences pour organiser un référendum. La réponse de Madrid a été de nous envoyer devant les tribunaux. Quand est menée une politique qui remet en question notre propre identité sur des sujets comme la langue ou la culture, alors que nous sommes la troisième région en contribution fiscale mais la quatorzième en retour fiscal, il est normal que nous réagissions, et que nous décidions honnêtement de suivre notre propre chemin. Nous nous sommes engagés à assumer la part de la dette de l'Espagne qui nous incomberait. Nous ne voulons pas non plus nous soustraire de la solidarité territoriale. Mais nous voulons une relation d'égal à égal pour nous réentendre. [...] Nous voulons des règles claires, et donc un référendum. Si l'Espagne accepte d'organiser un référendum, nous sommes disposés à l'écouter à tout moment.

Pensez-vous pouvoir profiter du blocage politique à Madrid – sans majorité depuis les élections législatives de décembre 2015 – et envisagez-vous de donner votre soutien de manière directe ou indirecte à un candidat ?

Nous ne voulons pas profiter de l'instabilité politique. Il faut qu'il y ait vite un gouvernement solide, pour nous, pour l'Espagne et pour l'Europe, pour faire face aux défis économiques et sociaux. Mais il est évident qu'un gouvernement espagnol pourrait compter sur le soutien des forces majoritaires en Catalogne, s'il s'engage sur la tenue d'un référendum.

Seulement à cette condition ?

Nous ne pouvons soutenir un candidat qui n'envisage pas la tenue d'un référendum. Ce serait une merveilleuse nouvelle pour la société espagnole et pour les gouvernements de l'Union européenne, qui attendent une solution démocratique. Il est évident que la situation de la Catalogne ne passe pas inaperçue. Nous ne cessons d'ailleurs de recevoir des ambassadeurs.

Ne pourriez-vous pas vous satisfaire de la proposition des socialistes du PSOE de réformer la Constitution et d'élaborer un nouveau statut d'autonomie soumis à référendum ?

C'est très surprenant, cette capacité de proposer, depuis Madrid, des choses que personne ne demande ni n'attend. M. Sanchez prône une réforme de la Constitution, mais nous devrions savoir pour faire quoi et avec quelle majorité. De plus, ce serait un processus long, compliqué et laborieux. Nous n'allons pas attendre cinq ou dix ans de plus.

Craignez-vous que l'Union européenne, confrontée au risque du « Brexit », voie d'un mauvais œil vos tentatives de sécession ?

Au contraire. Le « Brexit » démontre la capacité de l'Union à résoudre des conflits à travers la *realpolitik*, et reflète ce que va être sa réaction face à des situations imprévues : elle s'adapte.

Et face à une possible indépendance de la Catalogne ?

Je suis convaincu qu'elle aurait aussi une capacité d'adaptation saine et intelligente. Je ne vois pas l'UE s'efforcer de retenir des pays plus problématiques et se montrer indolente face à la possibilité que la Catalogne ne fasse plus partie de l'UE.

¿Nación federal o federación de naciones? El país, 29/11/16

Hoy La Rioja, como la mayoría de las comunidades autónomas, vive con normalidad y orgullo un autogobierno que ha servido, según consenso de la mayoría de políticos y expertos, para impulsar un desarrollo económico y social en toda España, y ayudar a equilibrar las desigualdades entre territorios heredadas de décadas de centralismo.

Los constituyentes de 1978 quisieron dar respuesta a las demandas frustradas de un mayor autogobierno en territorios históricos como Cataluña, el País Vasco, y en menor medida Navarra y Galicia. Diseñaron un **sistema abierto que diferenciaba “regiones y nacionalidades”**—el eufemismo más cercano al término tabú: nación, con la intención en primer término de que fueran estas comunidades las que recuperaran el régimen estatutario desarrollado durante la Segunda República y que frustró de raíz la Guerra Civil y los siguientes cuarenta años de franquismo.

La batalla territorial es también una batalla de las palabras. Si los constituyentes no se atrevieron a ir más allá y hablaron de “nacionalidades” es porque los términos están cargados de historia y ocultan, para los más críticos, intenciones jurídicas de mayor calado.

El Estatuto de Autonomía de Andalucía habla de “realidad nacional” y de “Patria Andaluza”, y nadie recela. El fallido estatuto de Cataluña de 2006 usó el término “nación” en su preámbulo y el Tribunal Constitucional quiso de modo expreso vaciarlo de contenido jurídico. El reciente acuerdo entre el PNV y el PSE admite la discusión del País Vasco como nación, pero cada uno lo interpreta a su manera. Si para los nacionalistas detrás del término hay una idea de **soberanía**, para los socialistas vascos, que se aferran a la definición del Consejo de Europa, es solo la expresión de una **realidad cultural, histórica y lingüística**.

[...] Encabezado por los partidos de izquierda —el PSOE en primer término—, un fuerte movimiento popular impulsó el acceso de Andalucía a la autonomía plena, por la vía rápida y a través de un referéndum (1980) que los partidos de derecha intentaron sin éxito despreciar y combatir.

El resto es historia conocida. El fallido intento de golpe de Estado de 1981, fruto en gran parte de la irritación de los militares por el avance del autonomismo, infundió un considerable temor en las dos principales formaciones políticas de la época, el PSOE y la UCD, y comenzó un proceso de **armonización de competencias por arriba de todas las comunidades**. Pactos posteriores y reformas sucesivas de los estatutos han **creado 17 comunidades autónomas con competencias muy similares a las de los miembros de un Estado federal: sanidad, educación e impuestos**, fundamentalmente. [...]

Dos son los problemas a los que hace hoy frente el diseño territorial de España, y el nudo gordiano solo se deshará si se consigue dar con una solución común a aspiraciones que, en un principio, parecen irreconciliables. Por un lado, son cada vez más las voces académicas y políticas que reclaman cerrar ya una estructura que, por su naturaleza, ha sido permanentemente expansiva.

El PSOE propone avanzar hacia el federalismo. [...] La propuesta aborda los asuntos pendientes del Estado de las autonomías: poner nombre en el texto constitucional a cada comunidad autónoma, “desarrollar los mecanismos de cooperación institucional” entre el Gobierno central y las distintas autonomías (el reclamado principio de lealtad federal), convertir el Senado en la verdadera Cámara territorial que no ha sido, lograr una financiación autonómica suficiente, justa y solidaria, y “respetar las identidades diferenciadas dentro de España”. Y junto a todo eso, el **rechazo al “derecho a decidir” reclamado en Cataluña y latente en el País Vasco**. Las comunidades autónomas deben ser capaces de adoptar decisiones internas, pero por los cauces legales. En el llamado derecho a decidir está en juego la soberanía, que según establece la Constitución reside únicamente en el pueblo español.

El problema reside en que la solución federalista, con su carga igualitaria, no gusta a nacionalistas ni independentistas, que en el caso de Cataluña han renunciado a la vía estatutaria y persiguen la secesión.

Algunos constitucionalistas, como Miguel Herrero de Miñón, rechazan la solución federal. “No contentaría a nadie ni solucionaría el problema”, afirma. Defiende más bien que se dé finalmente a Cataluña, a través de una Disposición Adicional en el texto constitucional, el reconocimiento especial que reclama.

El guardián de las esencias, el Tribunal Constitucional, puso el dedo en la llaga en una de sus primeras sentencias contrarias al proceso soberanista: corresponde a este órgano asegurar que se repeta el orden constitucional, pero son “los poderes públicos y muy especialmente los poderes territoriales que conforman nuestro Estado autonómico quienes están llamados a resolver mediante el diálogo y la cooperación los problemas que se desenvuelven en este ámbito”.

Y diálogo, coinciden todos los protagonistas de este debate, es lo único que ha faltado.

Principales hitos del conflicto independentista entre Cataluña y España

11 de septiembre de 1714: abolición de las instituciones catalanas cuando el reino de Castilla absorbió el reino de Aragón.

Final del siglo XIX: surgimiento de los movimientos nacionalistas

En una España predominantemente agraria, en Asturias (minas), Cataluña (industria textil y química) y el País Vasco (industria siderúrgica) se estaba formando una industria moderna. En particular en Cataluña (industrias siderúrgicas, textiles, de carbón, etc.). Pero su crecimiento limitado, debido a la pobreza del mercado interior y a la competitividad de los productos británicos y alemanes, propició la aparición de un proletariado industrial combativo. Surgieron así movimientos nacionalistas a causa del malestar que les causaba el hecho de tener que pagar una proporción muy elevada de la recaudación tributaria y no tener apenas representación en un gobierno dominado por la oligarquía agraria (se turnaban el Partido Conservador que representaba los intereses de los productores de vino y aceites del sur, y el Partido Liberal que representaba los intereses de los productores de trigo de la Meseta, siendo ambos monárquicos –Alfonso XIII era el rey-, y sus diferencias no se debían a motivos sociales, sino al conflicto entre proteccionismo y libre comercio.

[Fragmento de BD 2016, Paul Preston, La guerra civil española]

Abril de **1931:** Con la proclamación de la **Segunda República Española** (1931-1939), Cataluña recupera su gobierno regional.

1939-1975: Dictadura del general Francisco Franco: suspensión del gobierno catalán.

6 de diciembre de 1978: Aprobación refrendada de la Constitución democrática española.

- El Estado español abre la vía a la descentralización y atribuye competencias fiscales, judiciales, legislativas,... a las « naciones y nacionalidades » de España, entre las cuales Cataluña.
- Artículo 2: La Constitución se fundamenta en la indisoluble unidad de la Nación española, patria común e indivisible de todos los españoles, y reconoce y garantiza el derecho a la autonomía de las nacionalidades y regiones que la integran y la solidaridad entre todas ellas.

25 de octubre de **1979:** Aprobación por los catalanes en un referéndum de su **Estatuto de autonomía** que define Cataluña como una comunidad autónoma dentro de España. El Estatuto es el conjunto de artículos que definen los derechos, competencias y especificidades catalanas, en el marco del sistema descentralizado español.

18 de junio de **2006:** aprobación por el gobierno catalán, por el gobierno central de Madrid, y refrendado (*ratifier*) por una mayoría de catalanes del nuevo Estatuto catalán.

- Concede mayor competencia y reconoce la especificidad cultural.
- Una corriente (*courant*) de autoestima y la conciencia de que se estaba dando un paso adelante en la construcción de un país libre recorrió a la clase política y al pueblo.

28 de junio de **2010:** Fallo (*sentence, decisión*) del Tribunal Constitucional español que había sido recurrido por el PP (*après duquel le PP avait fait appel*).

- Fallo en contra de (*en défaveur de*) Cataluña.
- 14 artículos del estatuto catalán quedan recortados por ser considerados inconstitucionales (mención de la « nación » catalana en el preámbulo, uso « preferente » de la lengua catalana en administración y medios,...), levantando un clamor de protesta entre los catalanes.
- El 10 de julio, cientos de miles de catalanes se manifiestan en Barcelona bajo el lema "Som una nació. Nosaltres decidem" ("Somos una nación. Nosotros decidimos".)

2012: Madrid rechazó al gobierno catalán la posibilidad de un nuevo pacto fiscal que permitiera a la región una mayor gestión fiscal, más ventajosa (*avantageuse*) para ella.

- Cinco días después, Mas (presidente del gobierno catalán) convoca elecciones anticipadas esperando fortalecer su liderazgo.
- 26 de noviembre de 2012: La coalición conservadora CiU de **Artur Mas gana las elecciones** pero con menos apoyo del previsto por lo que se ve forzado a **pactar con los independentistas** de izquierdas de ERC.

2013: escalada del independentismo con instrumentos judiciales y movilizaciones multitudinarias.

- El parlamento catalán aprueba una declaración de soberanía que permite a la región votar por su autodeterminación pero la justicia española la decreta inconstitucional en marzo de 2014.
- 11 de septiembre de 2013 (día de la Diada, que conmemora la pérdida de las libertades nacionales en 1714): La Asamblea Nacional Catalana organiza la Vía Catalana hacia la Independencia, una **cadena humana de unos 400 km a lo largo de Cataluña**.

- Una mayoría de partidos políticos catalanes aprueban celebrar un referéndum por la independencia el 9 de noviembre de 2014.

18 de septiembre de 2014: Referéndum en Escocia.

- Los escoceses votan a favor de quedarse en el Reino Unido.
- Pero la campaña por el referéndum y la propia celebración del referéndum confirman al gobierno catalán y los catalanes en su deseo de usar su derecho a expresarse en las urnas sobre el porvenir de Cataluña.

9 de noviembre de 2014: A pesar de haber sido impugnado por el Gobierno y suspendido por el Tribunal Constitucional, y tras manifestaciones masivas de los catalanes para pedir que se levante la suspensión de la consulta, se celebra con normalidad en Cataluña la **consulta del 9-N**.

- Votaron solo los catalanes.
- Tasa de participación: 33,3%. Victoria mayoritaria (80,72%) de un “Estado propio e independiente para Cataluña”.
- Artur Mas califica la consulta de "éxito total" y pide un referéndum real.
- El Gobierno califica el 9-N de "pura propaganda". Rajoy reitera que no ve negociable la soberanía y la unidad de España y reafirma su compromiso con la defensa de la Constitución.

Julio de **2015** : anuncio por Artur Mas de la formación de una **lista conjunta « Junts pel sí »** liderada por él, con sensibilidades distintas (Ciu, ERC) pero un **objetivo común, la independencia de Cataluña en 18 meses** si ganan las elecciones.

17 de septiembre de 2015: **Advertencia** (*avertissement*) de la Comisión Europea: si Cataluña se independiza, quedará **fuera de la Unión Europea**.

27 de septiembre de 2015: elecciones autonómicas catalanas convocadas con anticipación.

- Tienen un carácter plebiscitario sobre la independencia, es decir que **son presentadas como un referendo para decidir de la independencia** de Cataluña.
- Participación fuerte (77%).
- **mayoría absoluta de escaños (sièges) obtenida por las listas independentistas PERO NO MAYORÍA DE VOTOS :**
 - l En términos de escaños : 72 diputados electos (sobre 135) para las listas **independentistas** (Junts pel sí + CUP -partido antiEuropa y anticapitalista de extrema izquierda, reñido con Artur Mas por sus políticas de austeridad)
 - l En términos de votos : 47,8% para estas listas independentistas. Así que si se leen las elecciones como un referéndum a favor o en contra de la independencia de Cataluña, menos de la mitad de los votantes apoyaron la independencia, una mayoría votó en contra.

9 de noviembre de 2015: el Parlament catalán votó la resolución que da inicio a la independencia de Cataluña y la creación de la República catalana.

- Se prevé la redacción de una **Constitución** que se someterá al pueblo catalán en un **referéndum en la primavera 2017**.
- Inmediatamente, el gobierno español interpuso un **recurso de inconstitucionalidad** de la resolución catalana **ante el Tribunal Constitucional**.
- Pero los diputados catalanes no dieron marcha atrás.

Enero de 2016: acuerdo entre los diputados catalanes para ELEGIR a un presidente y formar un gobierno.

- los partidos independentistas (Junts pel Sí, encabezado por Artur Mas, el presidente catalán saliente) y la CUP (extrema izquierda, antieuropa y anticapitalista que rechazaba una nueva investidura de Mas por rechazar su política de austeridad y las sospechas de corrupción que se ciernen sobre su mandato) consiguieron un acuerdo para nombrar a un nuevo jefe de gobierno catalán: **CARLES PUIGDEMONT, independentista de primera hora**, miembro del partido de Artur Mas y alcalde de Gerona.
- El **objetivo** del nuevo presidente y gobierno independentista mayoritario es **llevar a cabo en los próximos 18 meses la creación de una Cataluña independiente** cuyo Parlament pueda tomar decisiones de forma soberana.

Penetración del independentismo en Cataluña, marzo de 2016 (fuente: *elmundo.es*, 18/03/16)

- Empate (*égalité*) técnico entre los partidarios y los detractores de la independencia. **Según el CEO, el barómetro de la Generalitat, un 45,5% de los encuestados rechaza que Cataluña sea un Estado propio**, mientras que un 45,3% lo apoya.
- A la pregunta concreta de qué encaje (*emboïtement*) territorial debería tener Cataluña, **un 38,5% de los sondeados responde que tendría que ser un Estado independiente**, una cifra que queda muy lejos del 48,5% registrado coincidiendo con la consulta del 9-N de 2014. El resto se divide entre la opción del federalismo (26,3%) y el 'status quo' actual (25,1%).

Elecciones generales del 20D (2015) y del 26-J (2016) y nuevo gobierno central español:

- I Resultado general, tras 2 elecciones y 10 meses de inestabilidad sin gobierno
 - El PP volvió a ganar (pasando de 123 a 135 escaños entre el 20D y el 26J) y fue el único que salió reforzado de la repetición electoral, incrementando sus votos y escaños respecto del 20D, y aumentando la diferencia entre él y las otras fuerzas.
 - Mariano Rajoy consiguió ser investido presidente de gobierno a finales de octubre, con el apoyo de Ciudadanos (opuesto como el PP a cualquier forma de referéndum) y la abstención del PSOE (que preconizaba una reforma de la Constitución para ampliar la autonomía de las comunidades y someterla a referéndum).
- I Resultado para Cataluña:
 - La primera fuerza representada en el Parlamento español es En Comú Podem, la coalición de izquierda que preconiza el derecho a decidir, manteniendo el mismo número de diputados (12).
 - ERC, la izquierda republicana e independentista de Oriol Junqueras, se consolida en segunda posición conservando el mismo número de escaños, 9. Incluso se coloca en primera posición entre los partidos independentistas, por haber arrebatado votos a los nacionalistas de Puigdemont, el presidente de la Generalitat, y por ser la única fuerza en haber aumentando sus votos.
 - El PSOE pasa de 8 a 7 escaños y saca también en Cataluña sus peores resultados de la democracia.
 - El PP ha sido el partido que más ha crecido en número de votos (+ 30 000) y pasa de 5 a 6 escaños entre el 20D y el 26J.

· **CONCLUSIÓN:** Los resultados sitúan en primer plano la idea de que los catalanes tienen derecho a decidir su futuro en un referéndum, el derecho a decidir sale reforzado. El tema catalán fue un elemento central de las negociaciones para formar un gobierno y será un elemento central de la legislatura actual. La “victoria relativa” del PP alimenta los argumentos (*met de l’eau au moulin de*) del independentismo, demostrando que “España es irreformable” (Oriol Junqueras, ERC).

NUEVA ETAPA POLÍTICA EN ESPAÑA

Nueva etapa

José Manuel Soria*, *ABC*, 02/11/2016

Se inicia una nueva etapa política en España donde por vez primera uno de los dos grandes partidos permite que gobierne el otro. Mariano Rajoy es presidente gracias a la abstención del PSOE, pero sobre todo porque fue el partido ganador de las elecciones y la única fuerza política que el pasado 26-J mejoró sus resultados respecto a diciembre. Sin embargo, nunca antes un gobierno había iniciado su andadura sobre la base de un grupo parlamentario tan reducido. A pesar de ello, la legislatura que empieza puede ser una oportunidad inesperada para hacer reformas que requieren grandes consensos políticos. En contra de la opinión ampliamente extendida de que será corta, con elecciones a la vuelta de un año, no necesariamente debe ser así. Es verdad que el primer gobierno de Rajoy se sostuvo sobre una mayoría amplia que, a pesar de la sistemática y cansina actitud en contra del principal partido de la oposición, le permitió empero llevar a cabo las reformas que a la postre sacaron a España del abismo.

La nueva andadura se inicia con ciertas restricciones hasta ahora desconocidas. El nuevo gobierno, en efecto, comienza con la mayor debilidad parlamentaria que nunca antes haya sustentado gobierno alguno, pero de manera inteligente el presidente ha logrado el apoyo a su investidura de los 32 diputados de Ciudadanos. Sin tales apoyos parlamentarios la investidura no habría sido posible. Han sido las condiciones necesarias aunque por sí solas insuficientes: se requerían gestos adicionales que han venido de una mayoría de diputados socialistas que, con tanta dificultad como sentido político práctico, han preferido quedar malheridos, posibilitando un gobierno del PP, antes que muertos en unas terceras elecciones a manos de Podemos.

Ahora bien, las dificultades de esta nueva etapa no impiden a priori que pueda ser un periodo de grandes acuerdos para afrontar los retos que España tiene por delante. Rajoy ya ha anunciado que trabajará cada día para lograr los acuerdos necesarios que garanticen la gobernabilidad, lo que implica no solo acometer nuevas y necesarias reformas, sino fortalecer

las ya realizadas. Es esencial afianzar el proceso de recuperación económica iniciado en la segunda mitad del año 2013, que no solo nos ha sacado de la recesión, sino que hoy nos permite ser el país que más crece de Europa. Pero hay otras cuestiones relevantes que demandan atención singular y amplios acuerdos políticos. La primera es el problema catalán respecto al cual los partidos constitucionalistas deberán acordarse para sentar las bases que nos permitan, si no solucionarlo, sí al menos sobrellevarlo, siquiera sea para otro largo período de tiempo.

Esta nueva etapa puede ser también una buena oportunidad para acordar una posible reforma de la Carta Magna que no debería ser vista como un objetivo en sí mismo sino como herramienta para mejorar las condiciones generales de convivencia en España a la luz de la experiencia de sus 38 años de vigencia. Una experiencia que ha permitido que España sea una de las naciones del mundo con mayor avance económico, político y social de las últimas décadas. No ha sido obra de ningún partido ni gobierno, ha sido posible por el esfuerzo y empeño de todos los españoles.

Lástima que la izquierda radical que hoy tiene presencia en las instituciones políticas españolas no sepa, no quiera o no tenga capacidad para verlo. Peor aún sería que esa izquierda extrema sustituyera a aquel PSOE moderado y socialdemócrata como fuerza política de referencia en la izquierda española, aunque eso ya no va a depender tanto del extremismo de Podemos, sino sobre todo de lo que quiera hacer el nuevo PSOE tras el hundimiento al que lo ha llevado su anterior secretario general. Hace un tiempo escuché decir al socialista Nicolás Redondo que si el PSOE jugaba a Podemos, al final ganaría Podemos. Recordarlo debería ser de obligado cumplimiento para algunos socialistas que, todavía hoy, persisten en emular lo peor del populismo, y podría ser, de paso, un buen comienzo para un renovado PSOE imprescindible para alcanzar los grandes acuerdos políticos que España necesita en esta nueva etapa.

** José Manuel Soria fue ministro de Industria del Gobierno de Mariano Rajoy de 2011 a abril de 2016.*

Trabajo facultativo : Responder en español a la pregunta siguiente

2ECSI, unas 200 palabras

MPSI, PCSI, MP, PC, PSI, 80 palabras +/-10%

¿Por qué el autor califica la próxima legislatura de Mariano Rajoy de “nueva etapa”?

Es hora de que España vuelva al mundo

JOSÉ IGNACIO TORREBLANCA, elpaís.es, 26 NOV 2016

España es un país **afortunado** (*chanceux*). Aunque sus 47 millones de habitantes suponen solo el 0,6% de la población mundial, su economía es la **decimocuarta** (14º) del mundo en **tamaño** (*taille*) y su renta *per cápita* sitúa a los españoles en el selecto grupo de los treinta países más ricos, educados y sanos del mundo.

España no **está sola**. Frente al aislamiento sufrido en su historia, hoy tiene 27 aliados europeos y atlánticos que garantizan un espacio de libertad y seguridad compartido por más

de 800 millones de personas. Además de democrática, próspera y abierta al mundo, España **cuenta con** grandes activos económicos, desde el turismo a la lengua o la cultura.

Sin embargo, **el sentir** (=el sentimiento/le ressenti) unánime entre expertos, dentro y fuera de España, es que el país **adolece de** (*souffrir de*) un profundo déficit de proyección exterior. Frente a una España que emergió orgullosa de la transición a la democracia y se proyectó hacia al exterior de forma muy exitosa, la España de hoy estaría *boxeando* muy por debajo de su peso y potencial. ¿**A qué se debe** esta **desaparición** progresiva de España de la escena internacional? [...]

Si a los brutales **recortes** (*coupes*) en cooperación al desarrollo, que han invisibilizado a España como promotor de agendas e intereses globales como el cambio climático, la pobreza o los derechos humanos, le añadimos el nulo interés del Rajoy en la política exterior, entonces se entiende perfectamente por qué España ha desaparecido de Europa, Latinoamérica y el Magreb, los tres ejes tradicionales de actuación de la España democrática.

Pero el problema es anterior a esta legislatura. Si la política exterior de Rajoy se ha caracterizado por un **sesgo** (*biais, cap*) conservador en **lo ideológico** y mercantilista en lo económico, la de Rodríguez Zapatero (presidente anterior, 2004-2011) se caracterizó por lo contrario: mientras los europeos corrieron en 2008 a aprovechar la oportunidad brindada por la llegada a la presidencia de Obama para restaurar las relaciones con EE UU, Rodríguez Zapatero decidió mantener el perfil antiamericano de su política exterior. Bajo su mandato, España perdió a la vez peso atlántico y europeo, sin tampoco compensarlo en el escenario latinoamericano o norteafricano. Zapatero, retirando las tropas de Irak y **animando a los** demás aliados **a** (*animar a alguien a +inf: encourager à*) seguir su ejemplo, **no** fue **sino** (*ne...que*) una reacción al **giro** (*virage*) **impreso** (*participe passé irrégulier de imprimer: imprimer*) por Aznar, que en 2001 se arrojó en los brazos de George W. Bush. Al pretender liderar, junto con el Reino Unido de Tony Blair, una Europa liberal y atlántica, entró en colisión con Francia y Alemania, trastocando el andamiaje internacional construido durante 14 años por los gobiernos de Felipe González, que habían apostado por insertar a España en el eje franco-alemán y utilizar la UE como plataforma desde la que internacionalizar a España. Vistos estos **volantazos** (*grands coups de volants*), ¿a quién puede extrañar que el perfil y presencia internacional de España se haya desdibujado **tan profundamente**?

España tiene que volver al mundo. Ese mundo **está inmerso en** (*plongé dans*) una profunda transición de poder, que se desplaza hacia Asia, y sometido a la convulsión que irradian las tensiones que se originan en Oriente Próximo. Es posible que vayamos a vivir las turbulencias, provocadas por Trump en EE UU, que amenaza con practicar la peor política exterior posible: el **aislacionismo** (*isolationnisme*) agresivo. Y lo hacemos con una Europa disminuida por la crisis, sin proyecto político ni líderes capaces de llevarlo a la práctica. Una Europa que está a punto de perder un motor esencial, el Reino Unido, que no ha logrado completar el euro y que **carece de** una política exterior y de seguridad común.

Urge pues definir (*Il est donc urgent de définir*) una estrategia de política exterior **a largo plazo** y consensuarla entre las principales fuerzas políticas. El consenso permitiría asegurar los recursos presupuestarios necesarios para cada uno de los ejes que configuran la política exterior: la diplomacia, la defensa y el desarrollo, las tres D que forman el tridente que permite a un país actuar en el mundo y que en España, **tanto** debido a la crisis **como** (*aussi bien...que*) a la falta de visión de Estado, **han ido perdiendo** (*ir+gérondif: peu à peu*) **recursos** (*ressources*) y capacidad de **actuación** (*action/ capacité d'agir*).

También hay que acometer una profunda reforma de las fuerzas armadas, que mejore su flexibilidad y operatividad y permita adecuarlas a las nuevas misiones y escenarios internacionales, favoreciendo su completa integración en un esquema de defensa europea. España no puede **estar a la cola** (*être dans les derniers*) del **gasto** (*dépense*) de defensa en la OTAN, solo por delante de Bélgica y Luxemburgo, pues si queremos consumir seguridad,

tenemos también que **proveerla** (*l'approvisionnement/ enclise du pronom à l'infinitif*).

También es necesario volver a dotar a la cooperación al desarrollo de los recursos necesarios para que España pueda cumplir con sus responsabilidades globales y **convertir a** nuestro país **en** un contribuyente activo a un desarrollo justo, equitativo y sostenible.

Una Europa que funcione¹ es el mejor antídoto contra los populismos. España tiene que implicarse a fondo en lograr que la UE **despierte** (*despertar= se réveiller*) del **letargo** (*torpeur, léthargie*) en el que se encuentra y complete su integración política, económica y de seguridad.

Si España **debe** en Europa aspirar a coliderar, en América Latina **es crucial que España entienda** que el dinamismo de ese continente es superior al del europeo y que, **por tanto** (*donc*), tiene que aspirar a **engancharse a** (*s'acrocher à*) él como motor de crecimiento.

Si España quiere **seguir manteniendo** sus cotas de bienestar tiene que implicarse activamente en el mundo de alrededor. Por su peso y posición, **no** puede solo ser un consumidor de seguridad o bienestar, **sino que** (non... mais) tiene la obligación de ser un **proveedor** (*fournisseur*) de bienes públicos globales.

El Índice Elcano de Presencia Global muestra una rápida internacionalización de España desde 1990, situándose en 2015 en el 12º puesto de la clasificación. Este crecimiento (superior al de EE UU o Portugal) le ha permitido mantener su cuota de presencia global a pesar de su disminución desde el estallido de la crisis en 2008, particularmente en su dimensión económica (inversiones en el exterior) o **en lo relativo al** (*en ce qui concerne*) peso de la migración o de la cooperación al desarrollo.

Este posicionamiento se basa en 16 variables, agrupadas en tres dimensiones: económica (energía, bienes primarios, manufacturas, servicios, inversiones), militar (tropas, equipamiento militar), y “blanda” (migraciones, turismo, deportes, cultura, información, tecnología, ciencia, educación y cooperación al desarrollo).

La presencia global española es sobre todo “**blanda**” (*soft*), con un bajo peso de variables económicas como las manufacturas. Tanto en el ámbito global como en el europeo, el turismo sigue siendo la variable **que más contribuye a** (*qui contribue le plus à*) la proyección exterior de España. Además, históricamente, la educación y la tecnología han contribuido sólo marginalmente a dicha presencia global.

Como consecuencia de los **recortes presupuestarios** (*coupes budgétaires*) **impuestos** (*pp irrégulier de « imposer »*) por los gobiernos de Rodríguez Zapatero y Rajoy, el gasto en cooperación al desarrollo, que en 2009 había alcanzado el 0,46% del PIB, se ha reducido hasta el 0,13% (datos de 2015), muy lejos del objetivo del 0,7% fijado por Naciones Unidas y de la media de la OCDE (0,3%). El Gobierno del PP también ha situado el gasto en defensa a la cola de la OTAN, muy por debajo del compromiso del 2

¹ **Subordonnée relative** (qui complète un nom commun, ici « una Europa ») : elle est au **subjunctif présent** en espagnol quand ce verbe indique une action non encore réalisée, que l'on peut traduire en français par un **futur** ou un verbe exprimant la potentialité : « *une Europe qui fonctionnera/qui peut fonctionner etc.* »

² DE + infinitif présent ou passé (ici « haber ganado »= infinitif passé)= CONDITION= Si lo hubiera ganado (s'il l'avait gagné)

³ **proponer que + subjunctif**. Ici, subjunctif présent dans la subordonnée bien que le verbe principal « propusieron » soit au passé (passé simple), car l'action de « reactivarse » va se réaliser dans le futur. Dans ce cas, la concordance des temps (principale au passé/ subordonnée au subjunctif passé) n'est pas respectée.

CRISIS EN VENEZUELA

Venezuela paraliza el referéndum para destituir a Maduro ALFREDO MEZA, Caracas, El País 21 OCT 2016

Cinco tribunales de provincia liquidaron la tarde del jueves en Venezuela cualquier posibilidad de que se organice un referéndum revocatorio contra el presidente Nicolás Maduro, por un supuesto fraude en la primera etapa (presentación ante el Consejo Nacional Electoral (CNE) del uno por ciento de las firmas del padrón electoral).

La oposición **se alistaba para el último paso** (*était engagée dans la dernière étape*)-el consentimiento del 20% de las personas habilitadas para votar- entre el miércoles 26 y el viernes 28 de octubre, pero el proceso se ha **suspendido** hasta nueva orden. En un comunicado el CNE ha anunciado que acata las resoluciones de los cinco tribunales.

La decisión abre un período peligroso **e incierto** en la **aguda** (*aigue, sévère*) crisis política y económica de la nación sudamericana. El referéndum revocatorio era visto como el último recurso para evitar una confrontación entre los venezolanos.

La oposición **se había aferrado al** (*s'accrocher à*) plebiscito para intentar un cambio de timón (changement de direction) en la conducción de Venezuela, **lastrada** (*accablé*) por una inédita crisis de todo signo: la inflación más alta del mundo, una violencia rampante, la imposibilidad de adquirir bienes esenciales para la dieta. Pero no ha sido posible. El chavismo, que es minoría **de acuerdo con** (*selon, d'après*) todos los **sondeos** (*sondages*) de opinión, aprovecha el control de las instituciones para **atrasar** (*repousser*) la consulta hasta la exasperación de sus proponentes o para suspenderla, como **ha ocurrido** (*arriver, se produire*) **después de** esta acción concertada del Poder Judicial.

Fragile dialogue amorcé entre le gouvernement et l'opposition vénézuélienne Lefigaro.fr 02/11/16

Le Vatican joue le rôle de **médiateur** (*médiador*) dans le fragile dialogue **entamé** (*entablar*) dimanche entre le gouvernement et une partie de l'opposition. Nicolas Maduro est engagé dans **un bras-de-fer** (*un pulso*) avec **le camp** (*el bando*) **adverse** (*contrario*) **depuis** (*desde*) la victoire de l'opposition de centre droit aux législatives de fin 2015 qui a mis fin à 17 ans d'hégémonie du camp de l'ex-président Hugo Chavez (1999-2013) au Parlement.

Les antichavistes reprochent au président, héritier politique du défunt Hugo Chavez, d'avoir plongé ce pays producteur de pétrole dans une grave crise économique en n'ayant pas su prévoir la chute des cours du brut, ni y **réagir** (*reaccionar*) à temps.

Nicolas Maduro **ne** reconnaît **plus** (*ya no + verbe conjugué*) le Parlement, dont les décisions sont déclarées nulles **depuis que** (*desde que*) le Tribunal suprême de justice a

déclaré qu'il était en infraction (lo declaró en desacato) car trois députés soupçonnés de fraude y siègent.

Suspensión del diálogo entre el gobierno y la Mud (oposición), que pide salida electoral

Eltiempo.com, 07/12/16

Hasta última hora de este martes, representantes tanto del Gobierno como de la oposición venezolana sostuvieron reuniones, separadamente, con los mediadores de la mesa, los expresidentes José Luis Rodríguez (España), Martín Torrijos (Panamá) y Leonel Fernández (República Dominicana) sin que se produjera algún cambio que pudiera reflotar las conversaciones.

Con esta mesa de diálogo desde hace seis semanas (depuis/ durée), el gobierno “ganó tiempo”, justo lo que necesitaba para evitar la celebración del referendo revocatorio presidencial este año.

Para los opositores, celebrar el referendo este año era crucial. De haberlo ganado², la Constitución ordena la celebración inmediata de una nueva elección presidencial, lo que hubiera podido concretar pacíficamente un cambio de gobierno. En cambio, si el referendo revocatorio se celebra luego del 10 de enero del 2017 y lo pierde el presidente Maduro, su periodo lo completa el vicepresidente de su elección, con lo cual el chavismo mantendría las riendas del gobierno hasta las presidenciales del 2018. [...]

Además de pedir al Gobierno y al liderazgo opositor reunido en la Mesa de la Unidad Democrática (MUD) la moderación y disminución de las declaraciones ofensivas, el Vaticano apunta la necesidad de que se abra un canal humanitario de alimentos y medicinas para el país, tal como lo ha solicitado la oposición venezolana. También solicita que “se tomen las medidas necesarias para restituir cuanto antes a la Asamblea Nacional el rol previsto en la Constitución”. Sin embargo, la “demanda” más notoria hecha por la Santa Sede es que “las partes concuerden con el calendario electoral que permita a los venezolanos decidir sin dilaciones (sans plus attendre) su futuro”. Los mediadores propusieron a las partes que el 13 de enero del 2017 se reactive³ el diálogo.

Pero un representante de la oposición tuiteó : “Olvídense de⁴ nuestra participación en la mesa. Ni el 13 de enero ni ninguna otra fecha; si⁵ el gobierno no cumple, nosotros no asistiremos”.

² DE + infinitif présent ou passé (ici « haber ganado »= infinitif passé)= CONDITION= Si lo hubiera ganado (s'il l'avait gagné)

³ proposer que + subjunctif. Ici, subjunctif présent dans la subordonnée bien que le verbe principal « propusieron » soit au passé (passé simple), car l'action de « reactivarse » va se réaliser dans le futur. Dans ce cas, la concordance des temps (principale au passé/ subordonnée au subjunctif passé) n'est pas respectée.

⁴ Olvidarse DE = oublier // olvídense= impératif, ustedes (« oubliez »)

⁵ condition réalisable (au présent et futur en français) : SI +indicatif présent/ principale au futur ou présent.

Trabajo facultativo : Traducir al español

Le Venezuela qualifie de « coup d’Etat » sa suspension du Mercosur Le Monde (extraits), 02/12/16 (environ 200 mots)

Un « *coup d’Etat* » et une « *agression* ». C’est la manière **dont** (como/ *con la cual*) le Venezuela a qualifié sa suspension du Mercosur par les autres membres du principal bloc économique sud-américain qui lui reprochent notamment de **ne pas respecter** (*vulnerar, atropellar*) les **valeurs** (*los valores*) démocratiques.

Les quatre pays fondateurs du Mercosur – Argentine, Brésil, Paraguay et Uruguay – ont suspendu le Venezuela du bloc sud-américain pour non-respect de la charte de son marché commun.

La suspension du Venezuela du Mercosur était dans l’air depuis que les pays fondateurs ont bloqué, en septembre, l’accès de Caracas à la présidence semestrielle du bloc sud-américain. Ces pays ont alors décidé d’assumer collégalement cette présidence tournante.

Les relations entre le gouvernement bolivarien de M. Maduro et ses partenaires régionaux se sont fortement dégradées au fur et à mesure que le régime s’est raidi face à ses opposants et que des gouvernements libéraux de centre droit sont arrivés au pouvoir dans la région.

Venezuela califica//**tacha de** « golpe de estado » su suspensión del Mercosur

Un “golpe de Estado” y “una agresión”. **Es** la manera **como** Venezuela calificó su suspensión del Mercosur **por los demás miembros** del principal bloque económico sudamericano//suramericano que **le reprochan** en particular **que no respete los** valores democráticos.[...]

Los cuatro países fundadores del Mercosur -Argentina, Brasil, Paraguay y Uruguay- suspendieron a Venezuela del bloque sudamericano **por no respetar** la carta de su mercado común.

La suspensión de Venezuela del Mercosur estaba pendiente **desde que** los países fundadores **bloquearon**, en septiembre, el acceso de Caracas a la presidencia semestral del bloque sudamericano. Entonces esos presidentes decidieron asumir de manera colegiada/**colegiadamente** esta presidencia rotativa//por turnos.

Las relaciones entre el gobierno bolivariano del señor Maduro y sus **socios** regionales se degradaron mucho **a medida que/ conforme** el régimen **se fue endureciendo//fue endureciéndose frente a/ante** sus **oponentes/opositores** y que gobiernos liberales de centroderecha llegaron al poder en la región.

Venezuela, les raisons du chaos Lemondediplomatique, 06/12/16

En novembre, manifestations populaires et tentatives de déstabilisation ont intensifié les convulsions politiques que connaît le Venezuela. Tout au long des années 2000, les réussites — sociales, géopolitiques et culturelles — de la « révolution bolivarienne » d'Hugo Chávez avaient pourtant suscité l'enthousiasme des progressistes par-delà les frontières. Comment expliquer la crise que **traverse** (*atravesar/ atraviésa*) actuellement le pays ?

Le 2 février 1999, à Caracas, un homme au teint mat prononce son premier discours de président. Son nom : Hugo Chávez. [...] L'ancien militaire formule une promesse : « Cette cérémonie n'est pas une passation de pouvoirs de plus. Non : elle marque une nouvelle époque. » [...]

« Regarde, ça c'est moi il y a un an, nous lance Mme Betsy Flores en s'esclaffant. Je pesais dix kilos de plus ! ». Combien de fois avons-nous vécu la scène ? La quasi-totalité des personnes que nous rencontrons, une ancienne ministre comprise, confessent se contenter régulièrement d'un repas par jour. Et lorsqu'elles s'attablent, les festins demeurent rares : chacun **se débrouille** (*se las arregla- arreglárselas*) avec ce qu'il a pu obtenir dans les boutiques aux rayons clairsemés ou au marché noir, dont les prix reposent sur l'évolution du dollar parallèle. Entre le 11 octobre et le 11 novembre, celui-ci est passé de 1 230 à 1 880 bolivars, soit un bond de plus de 50 %. Comme en 1999, « dévaluation » et « inflation » font partie du vocabulaire quotidien des Vénézuéliens, qui formulent un même constat : leur **paie** (*el sueldo*), **y compris** (*incluso*) lorsqu'elle **dépasse** (*superar*) le salaire minimum, fixé à 27 000 bolivars par mois, « **ne suffit pas pour** survivre (*no basta como para sobrevivir*)».

Il y a dix ans, la rue frémissait de politique. On y parlait de Constitution, de réduction de la pauvreté, de participation populaire. Et pas seulement à gauche. En 2016, les gens n'ont plus qu'un sujet à la bouche : la nourriture. Celle qu'ils ont réussi à glaner et, surtout, celle qui leur manque ou dont les prix s'envolent. **À la mi-novembre 2016** (*a mediados de noviembre de 2016*), le riz coûtait 2 500 bolivars le kilo, ce qui le renvoyait dans le domaine de l'inaccessible. Domaine où figuraient déjà le poulet, le **beurre** (*la mantequilla*) le lait ainsi que la **farine** (*la harina*) nécessaire à la confection des arepas, ces galettes de maïs blanc **dont raffolent**⁶ les Vénézuéliens.

Il y a dix ans (*hace diez años*), en pleine campagne présidentielle, Chávez présentait les progrès du système de santé comme « l'une de [ses] plus grandes réussites ». Aucun adversaire sérieux n'aurait songé à le lui contester. Désormais, le pays **manque de** (carece de) médicaments. **Pas seulement** d'aspirine et de paracétamol, **mais également** (*no solo...sino también*) d'antirétroviraux et de molécules destinées aux chimiothérapies.

Il y a dix ans, dans la foulée de dizaines d'autres programmes sociaux, naissait la « mission Negra Hipólita ». Son objectif ? Venir en aide aux **sans-abri** (*sin techos*) urbains. Elle fut l'une des premières victimes de la crise. Le spectacle des personnes attendant la sortie des poubelles le soir est redevenu familier, cependant que les rues de Caracas exposent aux regards les mille et un visages de la détresse infantile.

⁶ les Vénézuéliens raffolent des « arepas » : DONT est complément du verbe « Raffoler DE », qui se dit « encantar » en espagnol, ne fonctionne pas avec une préposition, et s'accorde avec le complément « arepas ». D'où la traduction suivante : *las arepas, QUE les encantan a los venezolanos.*

Inflation, misère et corruption : les forces telluriques que décrivait Chávez lors de sa prise de fonctions sont à nouveau à l'œuvre ; le volcan s'est réveillé. Pour la droite, les choses sont simples : le socialisme **échoue** (*fracasar*) toujours. À gauche, où l'on avait appris à voir le Venezuela comme un phare dans la nuit néolibérale, l'incompréhension le dispute à l'incrédulité. Et une question s'impose, celle que formulait déjà le dirigeant bolivarien quand il esquissait le bilan de ses prédécesseurs, en 1999 : comment expliquer que, en dépit de « tant de richesses », « le résultat soit **aussi négatif** (**tan** negativo) » ?

« À cause de la guerre économique que nous livrent l'opposition et ses **alliés** –*aliados*– », répond le président Nicolás Maduro, élu en avril 2013, un mois **après** (*tras*) le **décès** (*el fallecimiento*) de Chávez. Les chefs d'entreprise **profitent de** (*aprovechan*) la chute des cours du pétrole pour organiser la pénurie, souffler sur les braises de la colère populaire et préparer le **renversement** (*derrocamiento*) du pouvoir chaviste. [...] Mais l'hostilité de **ceux que** (*los que*) la « révolution bolivarienne » **cherche à** (*buscar +inf*) priver de leurs privilèges suffit-elle à expliquer **le chaos** (*el caos*) actuel ? [...]

Quand Chávez arrive au pouvoir, le prix du baril de pétrole est à un plancher historique, proche des 10 dollars : un désastre dont l'explication impose de plonger dans l'histoire du pays. **Au début du XXe siècle** (*a principios del siglo XX*), la nation caribéenne figure parmi les premiers producteurs de café et de cacao. Et puis elle découvre d'immenses réserves d'or noir... En dix ans seulement, de 1920 à 1930, le secteur pétrolier passe de 2,5 % du produit intérieur brut (PIB) à près de 40 %, l'agriculture dévissant de 39 % à 12,2 %. Alors que la crise des années 1930 provoque la chute des cours du café, la plupart des pays de la région dévaluent leur monnaie pour maintenir la compétitivité de leurs exportations et lancer un processus d'industrialisation reposant sur la production locale des biens autrefois importés (« substitution des importations »). Le Venezuela **procède à rebours** (*coge una senda inversa*) : disposant d'importantes quantités de devises grâce à la rente, il cède à la pression du lobby commercial, qui organise l'importation de tout ce que le pays consomme. [...] Lorsque Chávez **prend les rênes** (*tomar las riendas*) du pays, 85,8 % de la valeur des exportations provient du pétrole. [...]

« Les premières années furent très difficiles, se remémore M. Víctor Álvarez, ancien ministre des industries de base et du secteur minier (2005-2006). La presse présentait Chávez comme un clown. Et l'opposition n'a pas choisi la voie de la contestation démocratique. » En 2002, elle organise un coup d'État (qui échouera) avec l'aide des grands médias et de Washington. Pis, poursuit M. Álvarez, « le 10 décembre 2002, le jour même où nous allions lancer un programme visant à renforcer l'industrie nationale en réorientant vers elle les contrats publics, les patrons organisent un lock-out ! ». La **grève** (*huelga*) du secteur privé et des hauts dirigeants du secteur pétrolier (nationalisé) durera deux mois et amputera le PIB d'environ 10 %. « Notre projet fut rangé dans un tiroir, dont il n'est jamais ressorti. »

Les prix du pétrole continuent à grimper, pour atteindre une trentaine de dollars le baril en 2003. Le gouvernement bolivarien dispose des ressources lui permettant de mettre en œuvre les programmes sociaux qui **consolideront** (*afianzar*) sa popularité dans les milieux **modestes** (*humildes*). Incapable de chasser Chávez du pouvoir, l'oligarchie vénézuélienne décide d'exfiltrer son pécule. La **fuite des capitaux** (*fuga de los capitales*) atteint des montants alarmants : plus de 28 milliards de dollars entre 1999 et 2002, soit près de 30 % de l'ensemble de la richesse produite en 2002.

Alors que les réserves de devises s'effondrent, le pouvoir bolivarien prend la seule mesure adaptée : en février 2003, il introduit un **contrôle des changes** (*control cambiario*) et fixe la parité entre la monnaie nationale et le dollar. À partir de ce moment, l'État se réserve la capacité d'**allouer** (*asignar*) ou non les dollars que lui demande **telle ou telle entreprise** (**tal o cual** empresa) pour importer. « Chávez découvre qu'il dispose d'un pouvoir extraordinaire, commente M. Álvarez. Non seulement la rente permet de satisfaire les besoins de la

population, mais elle offre la possibilité de punir (*castigar*) ceux qui avaient conspiré contre le pouvoir en leur refusant (*negándole*) les devises. » Privées de dollars, bien des entreprises mettent la clé sous la porte (*quebrar, cerrar* : diphtongue), à moins que leur patron ne fasse amende honorable.

Entre 2004 et 2008, le Venezuela connaît une période d'abondance. Le PIB par habitant frôle son niveau de 1977, l'apogée d'une période connue comme le « Dame dos ! » (« J'en prends deux ! »). Hier considérée comme un piège dont il fallait s'émanciper, la rente retrouve son rôle traditionnel de clé de voûte (*piedra angular*) du modèle économique vénézuélien.

Le contrôle des changes ne disparaîtra plus. Conçu comme une mesure temporaire pour lutter contre la fuite des capitaux, « il en devient (*se convierte en*) le principal moteur, explique M. Temir Porras, ancien chef de cabinet de M. Maduro. Pays extrêmement dépendant des importations, le Venezuela, en fixant une parité avec la devise américaine, surévalue sa monnaie : on ne connaît pas de meilleure recette pour détruire la production nationale. Non seulement il devient plus coûteux de produire localement que d'importer, mais le pays redécouvre un négoce particulièrement juteux : l'importation surfacturée, qui permet de mettre la main sur des dollars ». L'opération est simple. Imaginons un importateur qui dispose d'un réseau lui permettant d'acheter des bouteilles d'eau à 10 centimes de dollar pièce. Il obtient de l'État des dollars pour en acheter un million qu'il déclare payer 20 centimes pièce par le biais d'une entreprise qu'il aura préalablement créée en dehors du pays. Résultat : l'entrepreneur dispose de 100 000 dollars, qu'il peut écouler sur le marché noir local ou faire sortir du pays. Lucratif, le secteur de l'importation attire du monde : ceux qu'on dénommera bientôt les « bolibourgeois » et que le pouvoir présente comme des « patrons socialistes », mais également des militaires, des hauts fonctionnaires et des malfrats (*maleantes, delincuentes*).

Pendant ce temps (*mientras tanto*), la réduction de la pauvreté (*pobreza*) — l'une des plus grandes réussites de la « révolution bolivarienne » — permet à la population de consommer (*permite que la población consuma*) davantage. Dans un contexte où le pouvoir conteste peu au secteur privé sa mainmise (*dominio*) sur les importations, la manne pétrolière qu'il déverse (*verter* : diphtongue) sur la population pour « solder la dette sociale » ruisselle jusque dans les poches des chefs d'entreprise. Selon les calculs du trimestriel Macromet, la fuite des capitaux (surfacturation des importations comprise) aurait atteint 170 milliards de dollars entre 2004 et 2012, soit pratiquement 160 % du PIB de l'année 2004. Un chiffre (*una cifra*) étourdissant (*vertiginoso, demoleador*) (. [...])

Le Venezuela entretient une relation particulière avec la corruption. Ici, l'accumulation capitaliste ne repose pas sur la production de richesse, mais sur la capacité à butiner les ressources qu'administre l'État. Redistribution, clientélisme, népotisme, favoritisme, renvoi d'ascenseur (*devolución de favores*) ou simple illégalité, les frontières entre les formes de captation des dollars du pétrole s'avèrent d'autant plus ténues que beaucoup les franchissent plusieurs fois par jour.

« En 2012, Chávez prend enfin conscience du problème économique, notamment celui lié au taux de change, nous raconte M. Porras, qui a œuvré pour l'éclairer sur la question. Nous avons réussi à le convaincre d'agir. Et... il est tombé malade. » L'instabilité politique provoque un décollage soudain du dollar et de l'inflation, alors que les cours du pétrole recommencent à plonger fin 2014. Le pays redécouvre les pénuries, liées à l'atrophie d'une production locale étouffée (*ahogado*) par la survalorisation du bolivar et à la chute des importations, étranglées par le manque de devises. « Or, observe M. Álvarez, la pénurie offre le bouillon de culture idéal pour la spéculation et le marché noir. »

« **Brinquebalant** (*desvencijado*), l'édifice tenait grâce à deux clés de voûte, résume Lander : Chávez et la rente pétrolière. » Avec l'annonce officielle du décès du premier, on constate la mort clinique de la seconde. [...]

L'urgence de « **diversifier** (*diversificar*) » l'économie s'incarne désormais dans les projets tels que l'« arc minier de l'Orénoque » : une zone de 111 800 kilomètres carrés (près de quatre fois la superficie de la Belgique) où l'État vient d'autoriser diverses multinationales à extraire or, coltan, diamants, fer, etc., en jouissant d'exonérations fiscales et de dérogations à la réglementation du travail. De la rente pétrolière à la rente minière ? On a connu diversification plus **bigarrée** (*variopinta*).

En dépit de (pese a) ses dénonciations récurrentes des méfaits de **l'oligarchie importatrice** (*oligarquía importadora*), le pouvoir en préserve la tranquillité. Il ne manque pas de créativité, **en revanche** (*en cambio*), pour imaginer des bricolages tactiques « qui finissent par jeter de l'huile sur le feu de la spéculation », comme nous l'explique M. Álvarez. En 2011, le gouvernement fait passer une loi organique de « prix justes », pour tenter d'imposer un plafond aux prix de produits de base. « Mais ils sont bien souvent inférieurs aux **coûts** (*coste*) de production, **si bien que** (de modo que/ hasta tal punto que) les gens ont **arrêté de produire** (*dejar de producir*). » Caracas **subventionne** (*subvencionar*) **par ailleurs** (*por lo demás*) certaines importations qu'il met à disposition de communautés organisées, à travers les comités locaux d'approvisionnement et de production (CLAP). Le 11 novembre dernier, dans le quartier de La Pastora, à Caracas, on pouvait ainsi se procurer un gros **panier** (*cesta*) d'aliments (quatre kilos de farine de maïs, deux kilos de riz, deux paquets de pâtes, deux pots de beurre, un litre d'huile, un sachet de lait en poudre et un kilo de sucre) pour 2 660 bolivars. Un prix aussi bas offre la perspective de **gains** (*ganancia, provecho*) importants sur le marché noir... où finit donc une partie des **produits** (*productos, artículos*). Ce sont les classes moyennes qui ne bénéficient pas des programmes sociaux et n'ont pas le temps de faire la queue des heures devant les supermarchés qui se trouvent donc plongées dans les « eaux glacées » du marché noir, ce qui finit par aiguïser leur colère contre les plus pauvres qu'eux : ceux qui **profiteraient du** (*se beneficiarian de*) système, avec lesquels l'État se montrerait « **trop** -demasiado- généreux »...

Quid de l'autre **grande réussite** (**gran** éxito) chaviste, l'approfondissement de la démocratie ? En 2016, l'opposition parvient à dépasser ses (innombrables) divisions pour demander l'organisation d'un référendum révocatoire, permise par la Constitution de 1999. Bien que se rendant coupable de nombreuses fraudes, elle réussit à recueillir suffisamment de **signatures** (*firmas*) valides pour lancer le processus et obtient le feu vert du Conseil national électoral (CNE). Mais depuis, gouvernement et pouvoir judiciaire — ce dernier ne se caractérisant pas par sa propension à s'opposer à l'exécutif — **jonchent le parcours d'obstacles** (*poner trabas*) frisant parfois le ridicule. Menace à peine voilée : le 4 mai 2016, M. Diosdado Cabello, l'une des principales figures du chavisme, estimait que « les fonctionnaires chargés d'institutions publiques qui se prononcent en faveur du référendum révocatoire ne devraient pas conserver leur poste ». En procédant de la sorte, « Maduro ne prive pas uniquement l'opposition de référendum, observe M. Antillano. Il nous ôte, à nous la gauche, l'un des instruments-clés du chavisme : la démocratie ».

« Le référendum, c'est le combat de la droite, pas le mien », rétorque Mme Atenea Jimenez Lemon, du Red de comuneros, une puissante organisation qui regroupe plus de cinq cents communes à travers le pays. Ces structures qui maillent le territoire national (surtout la campagne) ont constitué le **fer de lance** (*punta de lanza*) du « nouvel État socialiste », reposant sur la participation, qu'imaginait Chávez. « Pour moi, la gauche critique qui appelle au référendum fait le jeu de la droite. Car si l'opposition gagne, qu'est-ce qu'on fait ? Est-ce que les gens se rendent compte de ce qu'ils nous préparent ? » Privatisations en masse, recul de l'État, austérité violente : ici, nul ne se fait d'illusions sur le programme des partis

d'opposition. D'ailleurs, **rare sont ceux qui** (*son pocos los que*) souhaitent les voir arriver au pouvoir. En dépit des efforts de certains de ses représentants pour mâliner de social leurs discours, le principal objectif de la droite consiste à « mettre le peuple à genoux pour nous **donner une bonne leçon** (dar una buena lección, escarmentar) », analyse Mme Flores.

Une défaite lors d'un référendum organisé en 2016 aurait conduit à de nouvelles élections. En d'autres termes, elle aurait pu offrir à la gauche vénézuélienne ce dont elle semble avoir le plus besoin : une période d'autocritique permettant de sortir des raisonnements tactiques pour penser à nouveau en termes stratégiques. Cette période aurait peut-être permis au chavisme critique de faire entendre sa voix.

Mais encore eût-il fallu que le pouvoir accepte de prêter l'oreille. À la fin de l'année 2015, l'organisation chaviste Marea socialista a souhaité procéder à son inscription au registre des partis politiques du pays. **Fin de non-recevoir** (*rechazo rotundo*) du CNE, qui a estimé, sans rire, que le nom de la formation « ne faisait pas » parti politique. De son côté, un procureur a jugé qu'elle ne pouvait pas se réclamer du socialisme... puisqu'elle critiquait le gouvernement. « Le gouvernement discute actuellement avec l'opposition, avec le Vatican et avec l'ambassade américaine, mais avec nous, la gauche critique, il **refuse** (*rechazar, rehusar, negarse a*) le dialogue », **s'amuse** (*bromear*) un militant de Marea socialista. Dans les rangs du chavisme, **la bataille fait donc rage**, (*la lucha es reñida ; la lucha se pone fea*) dans un vacarme d'autant plus stérile qu'il n'existe plus de lieu de discussion structuré. D'un côté, les partisans du pouvoir sont de plus en plus discrets. D'un autre, un **courant** (*una corriente*) **ancré** (*anclado en*) dans la population critique les dirigeants actuels, mais considère que la lutte ne peut avoir lieu en dehors du PSUV (*parti officialiste*). Enfin, un dernier courant, **dépourvu de** (*exento de*) véritable base sociale, regroupe de nombreux anciens ministres, très actifs sur les réseaux sociaux. Ils estiment avec M. Gómez que l'actuelle bureaucratie « constitue une nouvelle bourgeoisie, tout aussi rapace que la précédente et **désormais** (de ahora en adelante) **en concurrence** (*en competencia con/ que compite con*) avec elle ». Cette guerre intestine ravit la droite.

Trabajo facultativo: TRADUCIR AL FRANCÉS

Cuba sobrevive a Fidel Castro (fragmentos)

Yoani Sánchez*, La Habana, *14ymedio*, 27.11.2016 (y publicado en *El País*)

Tres generaciones de cubanos **hemos puesto** este viernes punto final a una época. Cada uno la definirá a su manera. **Habrán quienes aleguen** que con la partida del líder se ha ido también un trozo de nación y que ahora la Isla parece incompleta.

En Miami, el exilio que tanto vilipendió en sus arengas **celebra que** el dictador **haya emprendido** su último viaje. En la Isla, dentro de **la privacidad** de muchas casas, algunos descorchan una botella de ron.

Estas también son jornadas para recordar a los que no han llegado hasta aquí. A los que murieron durante el castrismo, naufragaron en el mar, fueron víctimas de la censura que el Máximo Líder impulsó o perdieron **la cordura** a consecuencia de los delirios que promovió.

Los más, sin embargo, **tras enterarse de** los detalles del magno funeral, bajan el volumen al televisor y expresan su **hastío** con un simple movimiento de hombros. Esta indiferencia contrasta con los mensajes de condolencia de los líderes internacionales, tanto los **afines** ideológicos como los demás.

Los cubanos que tenían menos de 15 años en julio de 2006, cuando se anunció la enfermedad del entonces presidente, apenas recuerdan el timbre de su voz. (...) Es la generación que nunca vibró con su oratoria. Esos jóvenes ya se han encargado de reducir su dimensión histórica. No dejarán de escuchar una sola letra de sus canciones preferidas de reggaetón para entonar la consigna de "Viva Fidel". No **darán a luz a** una ola de **recién nacidos que lleven** el nombre del extinto y tampoco se golpearán el pecho ni se rasgarán las vestiduras durante el sepelio.

La eterna pregunta que tantos periodistas extranjeros hacían, ya tiene respuesta. "¿Qué pasará **cuando se muera** Fidel Castro?". Hoy sabemos que lo cremarán, pasearán sus cenizas a lo largo de la Isla y las colocarán en el cementerio de Santa Ifigenia, a pocos metros de la tumba de José Martí. Habrá lágrimas y nostalgia, pero su **legado (héritage, legs) se irá apagando (s'éteindra peu à peu)**.

El Consejo de Estado ha decretado duelo nacional durante nueve días, pero el panegírico oficial durará meses, el tiempo suficiente para tapar con tanta algarabía la chata realidad del postfidelismo. Un sistema que el actual presidente intenta mantener a flote, agregándole remiendos de economía de mercado y llamados al capital extranjero que su hermano abominaba.

A la representación del "policía bueno y el policía malo" que ambos hermanos desplegaban ante nuestros ojos, ahora le falta una de sus partes. **Será difícil para** los defensores raulistas **sostener** que las reformas no van más rápido ni son más profundas porque en una mansión de Punto Cero, en la periferia de La Habana, un nonagenario tiene el pie puesto en el freno.

Raúl Castro se ha quedado **huérfano (orphelin)**. No conoce una vida sin su hermano, una acción política sin preguntar qué pensará sobre sus decisiones. Jamás **ha dado un paso (faire un pas)** sin esa mirada sobre el hombro que lo juzga, impulsa y subestima.

Fidel Castro ha muerto. Lo sobrevive una nación que ha vivido demasiados **duelos** (*deuil*) como para vestirse con el color de la **viudez** (*veuvage*).

**Yoani Sánchez est une blogueuse activiste mondialement connue, qui a commencé sa vive critique du régime avec son blog Génération Y. Elle a créé en 2014 le premier journal numérique indépendant de Cuba, 14ymedio. Peu de Cubains peuvent lire ses articles, puisque le régime contrôle et censure l'information du net et que peu ont accès à internet. Les journalistes de ce média eux-mêmes bénéficient de l'aide de journalistes étrangers pour poster régulièrement leurs articles sur le site.*

Cuba survit à Fidel Castro

Nous, cubains, qui représentons trois générations, venons ce vendredi de mettre un point final à une époque. Chacun la définira à sa manière. Il y aura ceux qui allégeront / prétendront qu'avec le départ du leader c'est également un morceau de nation qui a disparu et qu'il semble désormais que quelque chose manque sur l'île.

A Miami, les exilés qu'il a tant vilipendés dans ses harangues fêtent / se réjouissent que le dictateur ait entrepris son dernier voyage. Sur l'île, à l'abri des regards dans beaucoup de maisons / dans l'intimité de beaucoup de maisons, certains débouchent une bouteille de rhum.

Ce sont également des journées historiques pour nous souvenir de ceux qui ne sont pas arrivés jusqu'ici. Ceux qui sont morts durant le castrisme, ont naufragé en mer, ont été victimes de la censure que le Chef Suprême a encouragé, ou ont perdu la sagesse à force d'entendre les délires qu'il a promus.

La plupart, cependant, une fois informés dans le détail des funérailles nationales, baisse le son du téléviseur et expriment leur lassitude d'un simple haussement d'épaules.

Cette indifférence contraste avec les messages de condoléances des leaders internationaux, tant les sympathisants idéologiques que les autres.

Les cubains qui avaient moins de 15 ans en juillet 2006, lorsqu'a été annoncée la maladie de celui qui était à l'époque le président, ne se souviennent qu'à peine du son de sa voix. C'est la génération qui n'a jamais vibré à son art oratoire. Ces jeunes se sont déjà chargés de réduire sa dimension historique. Ils ne se priveront pas d'écouter une seule parole de leurs chansons préférées de reggaeton pour entonner le slogan de "Vive Fidel!". Ils ne mettront pas au monde une vague de nouveaux nés qui porteront le prénom du défunt et ils ne se frapperont pas la poitrine ni ne déchireront leurs vêtements/crieront de douleur pendant l'enterrement.

Posdata: Fidel Castro, 1926-2016

El País, Tribuna, 4 DIC 2016 JON LEE ANDERSON, Traducción de María Luisa Rodríguez Tapia

Fidel Castro **ha muerto**. Pocos líderes modernos han sido **tan** icónicos o **longevos** (*très vieux/ qui vit longtemps*) **como** el revolucionario cubano, que había cumplido 90 años en agosto. Oficialmente retirado desde 2008 —después de entregar el poder a su hermano Raúl dos años antes—, fue el jefe máximo del país durante 49 años y siguió siendo patriarca indiscutible hasta su muerte.

Estaba mal desde hacía tiempo. Su última aparición pública, en abril, en el congreso del Partido Comunista celebrado tras el histórico viaje del presidente Obama a La Habana, sonó a **despedida** (*adieu, au revoir*). En su discurso, breve y tembloroso, pronunciado con esfuerzo, Fidel mencionó su cumpleaños y dijo: “Pronto seré como todos los demás”. Muchos delegados lloraron al escucharle.

Fue significativo que Fidel **aludiera** a su propia muerte. Desde que derrocó al dictador Fulgencio Batista, en enero de 1959, hasta su dimisión, hace ocho años, siempre se emplearon eufemismos como “inevitabilidad biológica”. Fidel fue un mito viviente en su país, sin comparación en la historia reciente. Durante muchos años, los cubanos lo consideraron casi **inmortal**.

Estuvo en el centro de los **acontecimientos** (*événements*) mundiales durante un periodo extraordinariamente largo. Se hizo con el poder en tiempos de Eisenhower y permaneció en él hasta el segundo mandato de George W. Bush. Ha fallecido cuando termina la presidencia de Barack Obama, el primer presidente estadounidense en visitar La Habana desde 1928, tras el acuerdo diplomático negociado por Raúl Castro y él en 2014. En esa visita, Fidel no recibió a Obama, y aquella fue la prueba definitiva de que su era había concluido.

Fidel siempre **desconfió de** (*se méfier de*) Estados Unidos, como recordaba en una carta que publicó en enero de 2015, poco después del restablecimiento de las relaciones entre los dos países. “No confío en la política de EE UU, ni he intercambiado palabra con ellos”, escribió, “sin que esto signifique un rechazo a una solución pacífica a los conflictos”. Indicó indirectamente su conformidad al decir que, en sus negociaciones con el principal adversario de Cuba, Raúl había “dado los pasos pertinentes de acuerdo a sus prerrogativas y las facultades que le conceden la Asamblea Nacional y el Partido Comunista de Cuba”. Pero su **enfado** (*colère*) era **patente** (*patente, évidente, manifeste*).

Fidel siguió siendo el *paterfamilias* supremo de los burócratas comunistas que desconfiaban del **deshielo** con Estados Unidos y las concesiones al capitalismo introducidas por Raúl. En un artículo publicado poco después de la visita de Obama, Fidel criticó que hubiera animado a los cubanos a “olvidar el pasado y mirar hacia el futuro” y dijo que el pasado de Cuba estaba lleno de episodios violentos cometidos o inspirados por los estadounidenses que no había que olvidar. Y añadió con orgullo que la revolución cubana no tenía nada que aprender de los yanquis ni necesitaba su caridad. “No necesitamos que el Imperio nos dé nada”, escribió. La diatriba de Fidel alimentó una reacción de la Cuba oficial contra la mano tendida de Obama.

Fidel ha muerto ocho semanas antes de que Donald Trump se convierta en presidente de Estados Unidos. Entre otras cosas, Trump ha prometido a los cubanos conservadores de Miami que anulará las medidas de Obama para **estrechar lazos** (*resserrer des liens*) turísticos y comerciales con la isla, que, según los críticos, solo han servido para reforzar un régimen comunista repugnante. Si Trump cumple sus promesas, los dos países volverán al **agotador** (*épuisant*) enfrentamiento que caracterizó su relación desde que Fidel emprendió su revolución socialista y puso a Cuba en la primera línea de la Guerra Fría.

Fidel deja un legado polémico. Cuba es hoy un país **destartalado** (*brinquebalant*), pero sus indicadores sociales son la envidia de muchos de sus vecinos. El restrictivo régimen marxista

implantado hace tantos años se ha relajado en algunos aspectos —en la Cuba actual existe una gran libertad religiosa, y los cubanos, incluso los disidentes políticos más destacados, entran y salen de la isla sin problemas—, pero **sigue habiendo** un partido único. La policía ataca con dureza a los organizadores de protestas públicas. La prensa también **sigue estando** sobre todo en manos de comisarios políticos y publica tratados ideológicos, más que noticias.

Para los jóvenes cubanos, Fidel era **ya** (*déjà*) un símbolo oscuro, un abuelo dado a pronunciarse sobre cuestiones que **tenían poco que ver con** (*avoir peu à voir avec*) sus vidas. Ahora que cada vez más cubanos trabajan al margen del Estado —los **cuentapropistas** —*travailleur à son compte*): taxistas, cocineros, camareros, barberos—, muchos recibían sus exhortaciones revolucionarias como declaraciones pintorescas de un **anciano** (*vieillard*) que ya no era de esta época. En los últimos años, Fidel solía escribir sus reflexiones en artículos esporádicos para el periódico oficial, *Granma*.

Para el hombre que implantó el régimen comunista en Cuba, desbarató (*déjouer*) la invasión de **Bahía de Cochinos** (*Baie des Cochons*) **avalada** (*soutenu*) por la CIA, **desencadenó** (*déclencher*) la crisis de los misiles, lanzó y armó mil rebeliones marxistas en Latinoamérica y África, envió tropas a luchar contra los sudafricanos en Angola y, de paso, debilitó el régimen del *apartheid*, sobrevivió a la caída de la Unión Soviética y **mantuvo** intacto su régimen durante 25 años más, muchas veces a base de puro voluntarismo y ante la frustración de sus numerosos enemigos, para el hombre que **quiso** transformar la humanidad **mediante** (*par le biais de, au moyen de*) el socialismo revolucionario, 90 años no fueron, **tal vez** (*peut-être*), suficientes.

Jon Lee Anderson es periodista y escritor.

Fidel Castro, ¿el **buen** tirano ?

Semana.com, 26/11/16

Que fue un tirano, no hay la menor duda. Tanto es así que es uno de los pocos hombres de la historia reciente que se mantuvo **medio siglo** en el poder. Muertos sin duda tiene muchos encima. Sin embargo, sería injusto llamarlo asesino. La revolución cubana fusiló arbitrariamente **en sus inicios** (*au tout début*) a los torturadores de Batista en la época del “paredón” (muro de fusilamiento), pero **de ahí en adelante** (*puis, à partir de ce moment-là*) las pocas ejecuciones del régimen correspondieron a sentencia de pena de muerte dentro del sistema judicial. Opressor sin duda **si** (*en revanche*) fue. En los regímenes revolucionarios el que se opone a la causa languidece en la cárcel. Centenares de cubanos por el simple hecho de no estar de acuerdo con el comunismo que se implantó en la isla fueron condenados a 10, 20 o hasta 30 años de prisión.

Pero aún con esos excesos la vida de Fidel Castro tuvo una dimensión **heroica**. Su toma del poder a los 32 años al derrocar con una tropa de barbudos al ejército de Fulgencio Batista fue una **hazaña** (*exploit*) militar. Su desafío a los Estados Unidos desde un pequeño país **ubicado** (*situé*) apenas a 100 millas de este es como de David y Goliat. Su permanencia en el gobierno frente a los intentos de 11 presidentes norteamericanos de tumbarlo es casi **inverosímil** (*invraisemblable*). Y los **logros** (*réussites*) de su revolución, a pesar de sus lunares (*puntos negros*), son evidentes y hasta irrefutables.

¿Cuáles son estos logros? Principalmente éxitos enormes en el campo tanto de la salud como la educación. Los niveles a que ha llegado Cuba en estas dos áreas son comparables o incluso superiores a la mayoría de países del primer mundo.

La salud y la educación en la isla no solo están entre las mejores del planeta sino que son totalmente gratis. El costo de estos beneficios ha sido no solo la eliminación de la propiedad privada, sino la pérdida casi absoluta de todas las libertades. En Cuba no hay miseria y todo el mundo tiene un mínimo, pero las restricciones impuestas en la **vida diaria** por el sistema después de medio siglo **se han vuelto** intolerables **para** buena parte de la población. Ya nadie se acuerda de que antes de Fidel Castro la isla era un **patio de recreo** (*cour de récréation*) de los Estados Unidos, que explotaba **a su antojo** (*à sa guise*) a una población **paupérrima** (*misérable, pauvre*) y analfabeta. Los gobiernos eran entregados al Tío Sam y mientras los presidentes y ministros se enriquecían robando, la suerte de los siete millones de habitantes de la isla en ese momento no le importaba a nadie.

Hoy Cuba tiene más de 11 millones de habitantes que tienen una dignidad y un **orgullo** (*fierté*) patriótico que muchos pueblos de Latinoamérica envidiarían. Pero igualmente así como consideran que la etapa del colonialismo quedó atrás, también quieren doblar la página del comunismo. Raúl Castro ha dado los primeros pasos hacia una **apertura** (*ouverture*), pero él no ha dejado de ser un marxista ortodoxo. Aunque en algunas pocas actividades se ha permitido la propiedad privada, las condiciones de vida siguen siendo duras. La vida es espartana (*austère*), regimentada y controlada. Las casas son minúsculas y con frecuencia tienen que ser **compartidas** (*partagées*), los **electrodomésticos** (*électroménagers*) son un **lujo** (*luxé*) para la elite del régimen, la libertad de prensa no existe, los sueldos son iguales para un **neurocirujano** (*neurochirurgien*) que para un **obrero** (*ouvrier*). La igualdad que se buscaba se obtuvo pero resultó **menos** paradisiaca **de lo que se soñaba** (*moins paradisiaque qu'on ne rêvait*). **Se niveló** pero **por lo bajo** (*se niveler par le bas*).

Cuba dependía de los Estados Unidos antes de la revolución y después del bloqueo por parte de ese país se volvió un apéndice económico de la Unión Soviética. Castro cometió errores monumentales en materia económica tratando desindustrializar el país en los primeros años de la revolución y esa catástrofe solo pudo ser superada por el apoyo económico del bloque comunista que tenía que mantener a toda costa una **punta de lanza** (*fer de lance*) en el continente americano. Por eso, parecía imposible que después del **colapso** (*effondrement*) del comunismo en la Unión Soviética y en Europa Oriental, el régimen castrista pudiera mantenerse sin la financiación de estos países en una minúscula isla vecina de Estados Unidos.

Y sin embargo, **lo logró**. Con la denominación de “periodo especial” Fidel le impuso al pueblo cubano más privaciones de las que tenía mientras se hacía un intento de liberalizar un poco la economía de la isla. Fue un tiempo de crisis que coincidió con el recrudecimiento del bloqueo norteamericano que hizo pensar al gobierno de ese país de que había llegado el momento del colapso cubano. Castro resistió contra viento y marea en medio de una depresión económica tan severa que el PIB se contrajo en un 36 por ciento entre 1990 y 1993. A partir de 1994 se inició una recuperación lenta de tal suerte que en el año 2007 se alcanzaron los niveles de 1990.

Superado ese periodo, Cuba se convirtió con Corea del Norte en los últimos sobrevivientes de unas dictaduras comunistas familiares con regímenes económicos de corte stalinista. Hasta China, que en teoría no ha renunciado a la ideología de su revolución maoísta, ha abierto las puertas a nuevas corrientes económicas que le han permitido crecimientos en el PIB hasta del 10 por ciento anual. En 2006 Fidel se retiró del poder y se lo entregó a su hermano Raúl, quien desde el inicio de la revolución había sido el número dos del régimen.

Raúl ha dado unos primeros pasos en materia de apertura económica. **Por primera vez** los habitantes de la isla pudieron tener **celulares y computadores** (*móviles y ordinateurs*), tener acceso a los lugares turísticos que antes eran exclusivamente para extranjeros, comprar casas y **carros** (*coches*), y hasta tener algunos pequeños negocios propios (*affaires à leur compte*) como restaurantes y pequeñas tiendas. Sin embargo, la mayoría de esos nuevos derechos son

teóricos pues con sueldos promedio de 25 dólares al mes casi todos esos productos son inalcanzables.

Raúl Castro es definitivamente más progresista que su hermano, pero mientras este estuviera vivo ninguna transformación sustancial del régimen cubano era posible. Ahora con el fallecimiento del héroe de la revolución hay una **expectativa** (*expectative, attente*) mundial y una ilusión del pueblo cubano de que finalmente podría llegar una transición democrática. Nada de esto es seguro pues todos los pronósticos que se han hecho sobre Cuba hasta el momento han fallado. En poco tiempo el futuro de la isla estará en manos de una burocracia más joven pero creada y formada **a la sombra de** (*dans l'ombre de*) los hermanos Castro. ¿Cómo van a adaptarse a las realidades del siglo XXI? Es el **gran interrogante** (*question*).

¿Qué queda de la revolución cubana en América ?

NURIA LÓPEZ - *elmundo.es* - 26/11/2016

El merchandising de la Revolución cubana (1959) y sus iconos se extienden por Latinoamérica y por el mundo entero. Jóvenes de uno y otro lado del **charco** (*nom donné à l'océan Atlantique*) los portan cuando se trata de reivindicar alguna injusticia social, algunos incluso no saben ni quiénes son esos señores barbudos. La imagen que más se ha comercializado es la del 'Che' Guevara, **aquella que** (*celle que, laudatif*) inmortalizó el fotógrafo cubano Alberto Korda. [...]

En un momento en el que las izquierdas latinoamericanas están perdiendo fuerza y dando paso a Gobiernos de derechas -en Argentina se pasó de Cristina Fernández de Kirchner a Mauricio Macri, en Brasil Dilma Rousseff ha sido objeto de un 'impeachment' y en Chile puede que gane las presidenciales de 2017 Ricardo Lagos- **cabe plantearse qué queda** de la Revolución cubana en América Latina, especialmente ahora que ha muerto uno de sus **pilares** (*pilier*).

En 1959 triunfa la Revolución cubana en uno momento 'pico' de la Guerra Fría. [...] En América Latina, por lo general, las izquierdas provienen de las transiciones a la democracia y ninguna debe su pasado a una revolución. En opinión del historiador cubano Rojas, la izquierda latinoamericana debe mucho y poco, a la par, a la Revolución cubana: debe en cuanto a los **hitos** (*moments-clef*) (el cuartel Moncada, Granma, Sierra Maestra, Bahía Cochinos⁷), pero la deuda es mínima desde el punto de vista político e institucional.

Cuando en 2006 convalece Fidel Castro y deja su legado a su hermano Raúl, parece que la Revolución comienza a languidecer. Aunque las apariciones esporádicas de Fidel, siempre con su **chándal** (*jogging*), continúan manteniendo la **llama** (*la flamme*) de aquel Golpe que lo cambió todo. Pero a nivel regional su único aliado fiel, que potencia la retórica de la Revolución, es Venezuela.

En los últimos años las izquierdas bolivarianas también han vivido su particular crisis. En

⁷ Grands évènements fondateurs et qui sont, selon l'auteur, le seul héritage dont se souviennent les gens. L'héritage de la Révolution socialiste de Fidel Castro, plus que du concret, ce sont ces grands moments qui appartiennent à l'Histoire : 26 juillet 1953, assaut de la caserne militaire CUARTEL MONCADA par la rébellion menée par Fidel Castro contre le régime de Batista ; l'assaut pour prendre le pouvoir échoue mais ce sera le début de la révolution armée, menée ensuite par les troupes de Fidel Castro et du Che Guevara, revenu dans le bateau GRANMA depuis le Mexique où ils s'étaient exilés, pour mener des combats contre le gouvernement depuis la SIERRA MAESTRA et arriver jusqu'à la Havane en janvier 1959, pour s'emparer du pouvoir et faire fuir Batista.

Venezuela, donde ahora hay abierto un proceso de diálogo entre oposición y oficialismo, la popularidad de Nicolás Maduro ha caído en picado. [...] En Bolivia, Evo Morales, **el primer aymara** (*indigène aymara*) **en llegar** al poder, perdió el referéndum de reelección. En Ecuador, Rafael Correa cada vez lo tiene más difícil y su polémica ley de medios no contribuye. En Argentina, el candidato del oficialismo socialista, Daniel Scioli, fue derrotado en las últimas elecciones presidenciales. Y, en Brasil, la derecha ganó recientemente en las elecciones regionales.

La nueva izquierda latinoamericana no busca como **fuelle** (*source*) de inspiración la Revolución cubana. De hecho, en la propia Cuba, pocos jóvenes se ven identificados con ella. Quizá la Revolución hizo cosas buenas para sus padres y abuelos, pero ellos han crecido en una sociedad en la que las libertades **están limitadas**, mientras que las del resto de los jóvenes del mundo no. El profesor Rojas explica que el referente de la nueva izquierda en el continente mira hacia partidos como Podemos (España). "Podemos se convierte en el modelo de una juventud de izquierdas en América Latina porque **se les ve** (*on les perçoit*) como políticos **exitosos** (*qui réussissent*)".

"El modelo cubano ha sido irreproducido en América Latina", concluía Rojas en su intervención en Casa América. La Revolución cubana **pierde fuele** (*s'essouffler*) y los hechos actuales **hablan por sí solos** (*parler d'eux-mêmes*). El restablecimiento de las relaciones con EEUU, iniciado en diciembre de 2014, se debe en gran parte por la falta de apoyos en la región. Hay **un dato** (*une donnée*) todavía más preocupante: en Cuba está aumentando la pobreza y la inseguridad. Una situación que no **se daba** (*exister, y avoir*) en el pasado. Algo que la Revolución no habría permitido. Algo que el 'Che' Guevara, quien sí sigue siendo un ícono para muchos, no habría permitido.

La Silicon Valley pirate nos esprits Courrier International, 08/12/2016

Ce soir de mars, à San Francisco, Tristan Harris prend le badge que lui tend un homme en pyjama appelé “Ourson” et y inscrit son pseudonyme, “Présence”.

Ce jeune homme de 32 ans, ancien “philosophe produit” chez Google, vient d’arriver à Unplug SF – une “*expérience de désintox numérique*” organisée à l’occasion de la Journée nationale de la déconnexion. Il est interdit d’utiliser son vrai nom. Sont également proscrits les horloges, les discussions de boulot et les “*appareils mobiles sans fil*”.

Tristan Harris – menu, cheveux cuivrés et barbe bien taillée – dépose donc son iPhone, un appareil qu’il juge si addictif qu’il le compare à une “*machine à sous dans [sa] poche*”. Je le suis dans une grande salle où près de 400 personnes sont occupées à se maquiller, à faire du coloriage ou à enrouler du fil autour de baguettes. Malgré l’ambiance enjouée digne d’une colonie de vacances, cette manifestation rappelle l’alternative à laquelle sont confrontés les utilisateurs de smartphones, qui, selon une étude, consultent leur appareil 150 fois par jour : soit le téléphone est allumé et ils sont constamment dérangés par les notifications, soit ils sont complètement déconnectés. “*Ce ‘tout ou rien’ n’est pas inéluctable*, affirme le jeune ingénieur après avoir jeté un coup d’œil aux ateliers de travaux manuels. *C’est un échec de conception.*”

Tristan Harris est la conscience de la Silicon Valley – ou ce qui s’en approche le plus. Grâce à Time Well Spent [du temps bien dépensé], mouvement dont il est le cofondateur, il tente de faire une place à l’intégrité morale (*entereza, rectitud moral*) dans la conception des logiciels (*el programa*). Autrement dit, il veut persuader le secteur du numérique (*el sector digital*) de nous aider à décrocher plus facilement des appareils que ce dernier nous vend.

Si certains imputent (*achacar*) notre addiction à nos propres faiblesses, comme un manque de volonté, Tristan Harris, lui, accuse les produits eux-mêmes. Le besoin irrésistible de regarder notre téléphone est une réaction naturelle face à des applis et à des sites conçus pour que nous les consultations le plus souvent possible (*lo más a menudo posible*). [...]

Le secteur d’Internet est comparable à l’industrie du tabac au temps où le lien entre les cigarettes et le cancer n’était pas encore établi : la Silicon Valley donne toujours plus à ses clients, qui sont demandeurs, tout en provoquant des dégâts collatéraux dans leur vie. Tristan Harris offre à la Silicon Valley une chance de se remettre en question avant que des technologies encore plus prenantes, comme la réalité virtuelle, nous poussent au-delà d’un point de non-retour.

Cette idée d’un piratage de la psychologie humaine pourrait sembler paranoïaque si Tristan Harris n’avait pas lui-même été témoin de cette manipulation. [...] Il a étudié l’informatique à Stanford tout en étant stagiaire (*estando de prácticas/ siendo pasante*) chez Apple, puis s’est inscrit à un master dans la même université, où il a rejoint le Persuasive Technology Lab [laboratoire des technologies persuasives]. Dirigé par le spécialiste de la psychologie expérimentale B. J. Fogg, ce labo a attiré de nombreux entrepreneurs désireux de maîtriser les principes de la “conception comportementale” – un euphémisme qui désigne la conception de programmes qui nous poussent à (*incitar a*) adopter les habitudes (las costumbres, los hábitos) qu’une entreprise veut créer. (L’un des cofondateurs d’Instagram est un ancien élève du labo.) Auprès de B. J. Fogg, Tristan Harris a étudié la psychologie des changements comportementaux, et notamment l’application aux internautes des méthodes (los métodos) de dressage canin (*adiestramiento canino*) comme le “renforcement positif”, par exemple. Si

vous êtes instantanément récompensé par un “J’aime” dès que vous publiez une photo, vous serez plus **enclin à** (*ser propenso a*) le faire quotidiennement, et non plus occasionnellement.

Le jeune homme a appris que les sites et les applis les plus populaires nous **fidélisaient** (*fidelizar*) en exploitant nos besoins les plus profonds. Quand LinkedIn a été créée, par exemple, la start-up a représenté la taille du réseau de chaque membre par une icône. Cette stratégie faisait appel au désir inné de chacun d’être validé par autrui, et a poussé les internautes à se connecter entre eux.

Tristan Harris a commencé à comprendre que, contrairement à ce qu’affirment de nombreux ingénieurs, les nouvelles technologies n’étaient pas des outils neutres. Il a en outre été troublé par le fait que, sur les dix cours dispensés par B.J. Fogg, un seul abordait les questions d’éthique. Le jeune homme a laissé tomber son master pour lancer une start-up qui installait des pop-ups explicatifs sur des milliers de sites, dont celui du *New York Times*. Il était partagé entre la mission sociale de son entreprise – susciter la curiosité des utilisateurs en mettant les faits à leur disposition – et la pression des éditeurs, qui faisaient tout pour que les internautes passent plus de temps sur leurs sites.

S’il n’a jamais eu recours aux tactiques de persuasion, il s’est toutefois familiarisé avec la façon dont elles sont appliquées. Il en est venu à les voir comme des “techniques de détournement” – l’équivalent numérique de l’ajout de sucre, de sel et de gras dans la malbouffe pour nous pousser à nous goinfrer. McDonald’s nous **rend accro** (*engancar, hacer adictos*) en exploitant nos préférences pour certains saveurs ; Facebook, Instagram et Twitter font la même chose en nous accordant ce que les psychologues appellent des “récompenses aléatoires”.

Comme les messages, les photos et les “J’aime” apparaissent de manière irrégulière, nous vérifions de manière compulsive s’il y en a de nouveaux, sans jamais savoir quand nous recevrons cette gratification qui déclenche un pic de dopamine. (Il a été prouvé qu’accorder des récompenses de manière aléatoire renforçait les comportements désirés de manière rapide et puissante.) Vérifier si une demande d’ami sur Facebook a été acceptée ne prend que quelques secondes, se dit-on. Mais des études ont montré qu’après s’être interrompus, les gens reprennent leur tâche initiale en moyenne vingt-cinq minutes plus tard. [...]

Les réseaux sociaux satisfont simplement notre appétit pour le divertissement, au même titre que la télévision ou les romans, et que les technologies les plus récentes sont souvent dénigrées simplement parce qu’elles sont nouvelles.

En 2011, Google a racheté l’entreprise de Tristan Harris, qui s’est alors mis à travailler sur l’appli Inbox de Gmail. Un an plus tard, il s’est étonné que personne ne se préoccupe que des fonctions apparemment mineures – comme faire vibrer le téléphone à chaque nouveau courriel – provoquent des milliards d’interruptions. Son équipe a consacré des mois à perfectionner l’esthétique de l’appli pour qu’il soit plus “agréable” de consulter sa **messagerie** (*buzón electrónico*). Mais il avait l’impression de passer à côté de l’essentiel : au lieu d’essayer d’améliorer le courriel, pourquoi ne pas se demander comment le courriel pourrait améliorer notre vie ?

Six mois après avoir participé au festival Burning Man dans le désert du Nevada – un séjour qui, dit-il, l’a poussé à “[se] réveiller et à interroger [ses] convictions” – il a préparé une présentation en 144 diapositives intitulée “*A call to minimize distraction and respect users’ attention*” [Appel à minimiser les distractions et à respecter l’attention des utilisateurs].

S’il n’a envoyé ce document qu’à dix de ses collègues les plus proches, il n’a pas fallu longtemps pour qu’il se trouve sous les yeux de plus de 5 000 employés de Google, y compris le PDG de l’époque, Larry Page, qui en discuta avec Tristan Harris un an plus tard. Ce dernier est par la suite devenu “philosophe produit”, avec pour mission de déterminer comment Google pourrait adopter le design éthique. Mais il s’est, dit-il, heurté à une forte “inertie”. De fait, peu de choses ont changé après sa présentation, se souvient Chris Messina, alors

ingénieur chez Google : *“Beaucoup de gens ont acquiescé, puis la routine a repris le dessus.”* Tristan Harris a quitté Google en décembre 2015 pour poursuivre son combat, soutenu par un réseau de sympathisants dont font partie des personnalités comme Sherry Turkle, professeure au Massachusetts Institute of Technology, Scott Heiferman, le PDG de Meetup, Justin Rosenstein, coinventeur du bouton “J’aime”, ainsi que des utilisateurs excédés et des employés du secteur inquiets. *“Presque toutes les grandes entreprises qui manipulent les utilisateurs s’intéressent à notre travail”*, résume Joe Edelman, qui dirige des ateliers avec Tristan Harris depuis cinq ans.

Grâce à Time Well Spent, Tristan Harris espère mobiliser des partisans pour mettre en place l’équivalent numérique d’une filière bio : une option pour des valeurs fondamentales qui nous aide à mieux utiliser notre temps, au lieu d’en exiger plus. Pour l’instant, Time Well Spent est plus un porte-drapeau pour sa croisade qu’une véritable organisation. (Le jeune homme en est l’unique employé et finance lui-même le projet.) Il a **néanmoins** (*no obstante*) constitué un réseau de bénévoles prêts à s’engager, en partie grâce à ses fréquentes apparitions sur le circuit des grandes conférences – sa vidéo TEDx [mise en ligne en décembre 2014] a été vue plus d’un million de fois.

“Toutes les personnes influentes réfléchissent” à ses idées, assure Tim O’Reilly, fondateur de la maison d’édition O’Reilly Media et pionnier du web. Même B. J. Fogg, qui ne porte plus son Apple Watch parce que les notifications incessantes le fatiguaient, est un fan du jeune homme : *“Il s’est fixé une mission courageuse et difficile.”* [...]

Il a beaucoup en commun avec les participants d’Unplug SF. Nombre d’entre eux appartiennent à cette nouvelle classe parmi les élites de la Silicon Valley qui prend conscience des effets secondaires néfastes du secteur. Pour beaucoup d’entrepreneurs, cette révélation est venue avec l’âge, les enfants et la sérénité d’avoir plusieurs millions de dollars à la banque, relève Soren Gordhamer, le créateur de Wisdom 2.0, une série de conférences consacrées à *“la présence et l’intention”* à l’ère numérique. *“Ils se sentent coupables. Ils réalisent qu’ils sont les architectes de ces outils si addictifs.”* [...]

Quand il intervient dans une conférence, il présente des prototypes de produits qui incarnent les principes du design éthique. Selon lui, la technologie devrait nous aider à fixer des limites. On pourrait ainsi imaginer une boîte de réception qui nous demanderait combien de temps nous voulons consacrer au courriel, puis nous rappellerait poliment que nous avons dépassé notre quota. Votre téléphone pourrait vous signaler que vous l’avez déverrouillé pour la 14^e fois en une heure. Gmail pourrait vous proposer un “mode concentration” : les nouveaux messages seraient interceptés **jusqu’à ce que vous ayez terminé** (*subordonnée de temps au futur antérieur : SUBJUNTIVO Perfecto Compuesto –passé composé- en español : hasta que **hayas terminado*** »+ « **vous** » ici à valeur de « on » : se traduit par « **tú** » de façon courante en espagnol) votre tâche, des interruptions étant possibles en cas d’urgence. [...]

Le principal obstacle à l’adoption par les entreprises du design éthique n’est pas de **nature** (*la índole*) technique. Selon l’ingénieur, c’est *“une question de volonté”*. Et sur ce plan, même ses partisans s’inquiètent que la culture de Silicon Valley soit fondamentalement opposée à tout ce qui sape l’engagement ou la croissance. Jason Fried, qui dirige Basecamp, **un outil** (*una herramienta*) de gestion de projets, depuis 2004, le déplore :

Ce n’est pas ici que les gens veulent ralentir, prendre des décisions délibérées et réfléchir à l’impact de leurs actions sur les autres. Ils veulent ajouter du sucre et du goût pour vous appâter, pour justifier des milliards de dollars de valorisation et des centaines de millions de dollars d’investissement en capital-risque.”

À défaut de démanteler l’économie de l’attention, Tristan Harris espère que les entreprises créeront au moins une solution alternative plus saine à la malbouffe numérique. Comme pour les légumes bio, **il est possible que** la première génération de logiciels labellisés Time Well Spent **coûte** (*es posible que CUESTE –subjuntivo/ verbe con diptongo*) plus cher, car **il faudra**

(*hará falta*) compenser le manque à gagner de la publicité. “*Seriez-vous prêt à payer 7 dollars par mois pour utiliser une version de Facebook construite entièrement pour vous encourager à vivre votre vie ?*” interroge-t-il. *Je pense que beaucoup de gens répondraient oui.*”

Payer pour utiliser des services accessibles gratuitement et se déconnecter pendant des jours (ou des heures) est – comme consommer de la viande de bœuf nourri à l’herbe – un luxe que seules les personnes aisées peuvent sans doute se permettre. Ne risque-t-on pas, alors, de stratifier la consommation numérique, seuls certains privilégiés échappant au piratage mental imposé à tous les autres ? “*Cela crée une nouvelle inégalité, c’est vrai*”, admet Tristan Harris. Mais, ajoute-t-il, si son mouvement gagne du terrain, il ouvrira la voie à de plus grands changements : ce sera comme pour les produits bio, que l’on trouve maintenant chez Walmart. Pour améliorer le statu quo, il pense qu’il faut amener les internautes à se rebeller contre les manipulations qu’ils subissent, puis créer un mouvement d’opinion favorable à des outils respectant leur volonté.

Si son expérience chez Google l’a convaincu que les utilisateurs doivent exiger des changements **pour que** ceux-ci **se produisent** (*para que éstos se produzcan*), Joe Edelman pense, de son côté, que l’initiative peut venir du secteur : les ingénieurs pourraient finir par avoir des réticences à concevoir des produits contraires à l’éthique, ce qui exposerait les entreprises à une **fuite des cerveaux** (*fuga de cerebros*). Plus les utilisateurs prendront conscience des tactiques de persuasion employées par les entreprises **du numérique** (*del sector digital*), “*moins il sera cool*” d’y travailler, prédit-il.